

La démocratie en péril : Les Américains ont-ils perdu la foi dans les élections ?

Avec la conclusion des élections de mi-mandat de 2022, des questions ont été soulevées sur l'environnement politique et le statut de la démocratie dans le pays. Un récent sondage du New York Times et du Siena College a révélé que 71 % de tous les électeurs ont déclaré que la démocratie était en péril. La plupart des personnes interrogées considéraient que la menace la plus grave pour la démocratie résultait de la corruption du gouvernement. Il est intéressant de noter que les personnes interrogées ont fait part de préoccupations de longue date concernant le fonctionnement de base d'une démocratie, comme le dit le New York Times, "si le gouvernement travaille [même] au nom du peuple". Le sondage a également montré que la majorité des électeurs des deux partis ont identifié le parti adverse comme une "menace majeure pour la démocratie." De même, un autre sondage réalisé par NPR/Ipsos en janvier 2022 a révélé que 64 % des Américains pensaient que la démocratie américaine était "en crise et risquait d'échouer", tandis que 70 % estimaient que l'Amérique elle-même échouait.

Quiconque a suivi la politique américaine au cours des dernières décennies observera que les sentiments exprimés dans ces sondages sont la réalité du terrain. Les Américains ordinaires font preuve d'un profond cynisme à l'égard de la politique du pays. L'environnement politique du pays est devenu assez volatile, avec des incidences de violence politique au cours des dernières années, y compris pendant les élections de mi-mandat actuelles. Parmi les exemples de cette violence politique, citons l'"insurrection" du Capitole le 6 janvier 2021, l'attaque contre le mari de Nancy Pelosi et les menaces contre les membres du Congrès. Le pays est très divisé sur les lignes politiques - sur des questions telles que l'avortement, la politique des armes à feu, la criminalité et l'immigration - et sur l'allégeance à leurs partis politiques respectifs, à tel point que même les couples désireux de se marier considèrent les différences politiques comme un problème irréconciliable.

Indépendamment de la rhétorique partisane, la foi dans les institutions gouvernementales n'a jamais été aussi faible. La méfiance à l'égard des institutions gouvernementales, de l'intégrité du processus électoral, de la suppression des électeurs et des nominations politiques va au-delà des différences partisans. Un sondage Gallup a révélé que seuls 27 % des Américains avaient une grande confiance dans les principales institutions américaines. Ce même sondage Gallup a également révélé une forte baisse de confiance dans les trois branches du gouvernement fédéral : la présidence, la Cour suprême et le Congrès. Il est intéressant de noter que nous avons également observé ces tendances dans d'autres pays occidentaux. Les questions de la démocratie au service des gens, de la foi dans les institutions et du fonctionnement du système selon ses idéaux sont débattues dans tous les pays occidentaux. La montée du populisme, du nationalisme et des hommes forts élus démocratiquement comme

Bolsonaro et Trump démontre une fois de plus la frustration des gens face au statu quo et leur perte de confiance dans le système démocratique.

Plus que jamais, les guerres culturelles polarisées de l'Amérique sur des questions telles que l'avortement, le TRC, les droits des LGBT et des Trans, jusqu'aux nominations politiques à la Cour suprême, sont le signe d'un peuple divisé et d'une société en désaccord. Ce cynisme, cette polarisation, cette colère et cette méfiance s'étendent également aux institutions américaines, une tendance qui s'accélère depuis quelques décennies, notamment en ce qui concerne le Congrès. Le discours de le pays a dépassé la politique partisane et remet désormais en question le cœur même de la démocratie - à savoir si le processus électoral est libre, équitable et représentatif du peuple.

Ce constat trouve un écho dans la récente déclaration du président Biden qui, à propos des "candidats se présentant à tous les niveaux de pouvoir en Amérique... qui ne s'engagent pas à accepter les résultats des élections auxquelles ils participent... [et] c'est la voie du chaos en Amérique. C'est sans précédent. C'est illégal. Et c'est anti-américain."

La vérité est que l'échec du système de démocratie à soutenir ses prétentions à être représentatif du peuple est une vieille histoire - comme l'a noté, par exemple, une étude de 2014 de l'Université de Princeton intitulée "Testing Theories of American Politics", qui a conclu que les États-Unis sont essentiellement une oligarchie. L'étude a montré que le peuple avait peu ou pas d'effet sur la politique. publique, qu'elle soit étrangère ou intérieure. Selon l'étude, "l'analyse multivariée indique que les élites économiques et les groupes organisés représentant les intérêts commerciaux ont un impact indépendant substantiel sur la politique du gouvernement américain, tandis que les citoyens ordinaires et les groupes d'intérêt de masse ont peu ou pas d'influence indépendante." Lors de cette élection de mi-mandat, environ 17 milliards de dollars ont été dépensés pour la campagne électorale alors que le pays a subi une inflation historique. Par conséquent, la véritable crainte des figures du statu quo comme le président Biden est la frustration et la méfiance de plus en plus incontrôlables du peuple à l'égard du système lui-même, plutôt qu'un quelconque départ théorique ou idéologique dans la démocratie américaine qui n'a jamais vraiment existé.

Aujourd'hui, la démocratie - loin d'être la vérité universelle et le premier système de gouvernance et de justice vanté par l'Occident - s'effrite de l'intérieur, ses habitants perdant confiance dans son intégrité électorale et dans la capacité du système démocratique à résoudre les problèmes réels.

En revanche, les cœurs et les esprits des musulmans du monde entier aspirent continuellement à ce que l'Islam et le système islamique gouvernent et résolvent leurs affaires de manière pratique. L'Islam est en train de se développer et représente un défi important pour l'ordre libéral séculaire défaillant. L'Islam a son propre gouvernement et son propre système judiciaire, qui se manifeste concrètement dans l'institution de la Khilafah (califat). L'application du système de l'Islam - comme en témoigne une histoire riche de 1400 ans - possède le pouvoir d'unir légitimement des personnes de races,

d'ethnies, de régions et même de croyances différentes en une société harmonieuse, cohésive et protégée. Le monde lui-même retient son souffle sous la crise, la division, l'exploitation et la misère apparemment sans fin d'aujourd'hui, depuis la destruction du système et de l'institution de l'islam en 1924 de notre ère.

En Islam, la souveraineté appartient exclusivement à Allah (swt) et les êtres humains ne légifèrent pas. En conséquence, les principes fondamentaux de la société sont basés sur la justice et l'application de la loi divine d'Allah (swt) et, contrairement à aujourd'hui, ne sont pas redevables à la moralité ou aux caprices limités, partiels et toujours changeants du peuple ou des élites. (إِنِ الْحُكْمُ إِلَّا لِلَّهِ) **“Le jugement n'est pour personne d'autre qu'Allah”** [Al-Anam : 57].

Jumada I 5, 1444

29 novembre, 2022

Hizb ut Tahrir

Amerique